



Distr. générale  
13 mars 2015  
Français  
Original: anglais

**Commission économique pour l'Afrique**  
**Conférence des ministres africains des finances,**  
**de la planification et du développement économique**  
Quarante-huitième session

**Union africaine**  
**Comité technique spécialisé sur les finances,**  
**les affaires monétaires, la planification**  
**économique et l'intégration\***  
Première session

**Huitième réunion annuelle conjointe du Comité technique**  
**spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires**  
**monétaires, la planification économique et l'intégration et**  
**de la Conférence des ministres africains des finances, de la**  
**planification et du développement économique de la**  
**Commission économique pour l'Afrique**  
Addis-Abeba, 29 mars 2015

## **Manifestation parallèle**

### **Financement du développement durable: pour un système financier du XXI<sup>e</sup> siècle durable**

#### **Contexte**

Les marchés financiers et de capitaux constituent une source de financement majeure pour le développement durable. Toutefois, à l'heure actuelle, malgré l'abondance du stock d'actifs financiers, l'investissement dans les domaines nécessaires au développement durable à long terme n'est pas suffisant, et certains aspects de ces marchés font à présent partie du problème. Il devient urgent de mieux ajuster le système financier au développement durable et, pour ce faire, de faire fond sur les pratiques innovantes actuelles.

Cet ajustement peut être le moyen de faciliter l'accès aux abondants capitaux financiers privés dans le monde, avec des épargnes annuelles mondiales actuelles se montant à environ 19 000 milliards de dollars, augmentant le stock d'actifs financiers existant à environ 305 000 milliards de dollars. Des taux d'intérêt historiquement faibles, et dans certains cas des rendements réels négatifs sur des instruments financiers à faible risque, tels que des obligations souveraines, sont d'autres incitations pour que les capitaux privés financent les investissements réels nécessaires au développement durable.

Dans un discours récent prononcé lors du Sommet de l'Union africaine, le Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique a fait remarquer que les 3 000 personnes les plus riches d'Afrique détenaient des actifs à hauteur de 400 milliards de dollars, et que les réserves des banques centrales africaines se montaient à 600 milliards de dollars.

\* Le Comité technique spécialisé remplace la Conférence des ministres africains de l'économie et des finances et la Conférence des ministres de l'intégration; il réunit les ministres des finances, des affaires monétaires, de la planification économique et de l'intégration.

Et pourtant, les investissements demeurent inexistant. Selon la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le monde en développement accuse un déficit annuel non financé de 2 500 milliards de dollars. Le Group of Thirty estime que 7 000 milliards de dollars supplémentaires par an seront nécessaires jusqu'en 2020 pour financer les infrastructures matérielles et immatérielles – comme l'éducation, et la recherche et le développement – de nombreuses économies majeures, dont l'Allemagne, le Brésil, la Chine, les États-Unis, la France, l'Inde, le Japon, le Mexique et le Royaume-Uni.

Dans une certaine mesure, le système financier actuel fait partie du problème. Le court-termisme endémique signifie que des capitaux sont déployés en vue d'obtenir des rendements rapides, et que les possibilités d'investissement à plus long terme restent sans financement, ce qui entraîne une diminution de la croissance économique et des possibilités d'emploi, et l'émergence d'inégalités. En conséquence, certains effets des investissements qui s'avèrent néfastes pour l'environnement peuvent être négligés ou même encouragés par les mesures d'incitations en vigueur.

Les recherches du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) visant à concevoir un système de financement durable ont débuté en début d'année 2014 afin d'explorer différentes options permettant de mieux ajuster le système financier au développement durable. Guidé par un groupe de haut niveau composé de représentants des banques centrales, de régulateurs et d'autres experts du secteur financier, le Programme développe actuellement des recommandations sur des politiques financières et monétaires, ainsi que des réglementations et des normes financières. Il fournira son rapport final en octobre 2015.

Cette session sera l'occasion d'explorer la pertinence des résultats des recherches pour le financement du développement durable. Partant des résultats des recherches dans une douzaine de pays, y compris l'Afrique du Sud, le Bangladesh, le Brésil, la Chine, les États-Unis, l'Inde, l'Indonésie, le Kenya et certains pays européens, la session mettra en lumière des pratiques innovantes et des perspectives internationales émergentes. Elles iront de l'amélioration de la transparence et de l'écologisation des marchés de la dette aux approches fiduciaires de la gouvernance des fonds de pension axées sur la durabilité, en passant par le refinancement inclusif et vert offert par les banques centrales.

Le travail mené par le Programme à ce jour indique que n'importe quel pays, quel que soit le niveau de développement de ses marchés financiers et de capitaux intérieurs, peut garantir un meilleur ajustement du financement privé à ses besoins en matière de développement durable. Par conséquent, les finances publiques et les fonds concessionnels internationaux limités peuvent être utilisés de manière plus efficace et pertinente, en se concentrant sur des domaines dans lesquels les capitaux privés ne peuvent tout simplement pas être déployés ou dans lesquels les dispositions de partenaires fournissent des possibilités de financement.

### **Structure de la session**

La session a pour objectif d'explorer des possibilités permettant de mieux ajuster le développement du secteur financier en Afrique aux besoins en matière de développement durable.

La session durera 90 minutes et sera structuré de la manière suivante:

1. Commentaires d'ouverture: Achim Steiner, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) (7 minutes)
2. Observations liminaires et vue d'ensemble du contexte africain: Carlos Lopes, Secrétaire exécutif de la Commission économique pour l'Afrique (7 minutes) [à confirmer]
3. Présentation thématique: Amadou Mahtar Ba (10 minutes)
4. Groupe d'experts et discussion (55 minutes):  
3 à 4 experts,
5. Discussion des participants
6. Sommaire par l'animateur des principaux points traités lors des discussions menées par le groupe d'experts
7. Observations finales: Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le développement (10 minutes) [à confirmer]